

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.192/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 3 avril 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique", a donné le 2 mai 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet examiné vise à modifier l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, afin d'y assurer la transposition de la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 avril 2003 modifiant la directive 91/671/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au port obligatoire de la ceinture de sécurité dans les véhicules de moins de 3,5 tonnes ⁽¹⁾.

Ce faisant, le projet met notamment en oeuvre certaines possibilités d'exemption de l'obligation d'utilisation des ceintures de sécurité et des dispositifs de retenue pour enfants, prévues par les articles 6 et 6bis de la directive 91/671/CEE, respectivement remplacé et inséré par l'article premier, 5) et 6), de la directive 2003/20/CE. Ces articles 6 et 6bis disposent que les exemptions qu'ils prévoient peuvent être accordés "après accord de la Commission".

Le dossier joint à la demande d'avis comprend bien la copie d'une lettre de demande d'accord adressée par le Représentant permanent du Royaume de Belgique à la Secrétaire générale de la Commission européenne, en date du 19 janvier 2006. Il ne comprend toutefois pas la réponse de la Commission à cette demande d'accord.

⁽¹⁾ L'article 1^{er}, 1°, de la directive 2003/20/CE, remplace le titre de la directive 91/671/CEE par le texte suivant :
"Directive du Conseil du 16 décembre 1991 relative à l'utilisation obligatoire de ceintures de sécurité et de dispositifs de retenue pour enfants dans les véhicules".

L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait que celui-ci ne pourra être adopté avant la réception de cet accord, ainsi que sur l'obligation de consulter à nouveau la section de législation du Conseil d'État si la réponse de la Commission le conduit à modifier le projet.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

La directive 91/671/CEE, telle que modifiée par la directive 2003/20/CE, et dont le projet vise à assurer la transposition, ne constitue pas un fondement légal du projet.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera donc omis.

Conformément à l'usage, la référence à la transposition de cette directive ⁽²⁾ fera l'objet d'un nouvel article 1^{er}, inséré dans le dispositif du projet.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er})

Il convient de viser plus précisément, au titre de fondement légal du projet, la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée de 16 mars 1968, notamment l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

⁽²⁾ Une telle référence est imposée tant par l'article 8, paragraphe 2, de la directive 91/671/CEE précitée que par l'article 2, alinéa 2, de la directive 2003/20/CE précitée.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2)

À l'alinéa 3 du préambule, il convient de ne mentionner que les modifications encore en vigueur de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité.

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 3)

À l'alinéa 4 du préambule, il convient de viser non pas l'avis, mais l'accord de la Commission européenne.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale formulée ci-avant.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

Selon les explications du fonctionnaire délégué, le texte sera, après avis du Conseil d'État, soumis aux gouvernements régionaux afin qu'ils soient complètement associés à l'élaboration de l'arrêté en projet.

DispositifArticle 1^{er} (nouveau)

Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'alinéa 1^{er} du préambule.

Article 1^{er}
(devenant l'article 2)

1. L'article 35.1.2, alinéa 2, en projet, prévoit une dérogation à l'obligation de transporter dans un dispositif de retenue pour enfants qui leur est adapté, les enfants de moins de 18 ans et dont la taille est inférieure à 135 cm. Cette dérogation vise "les cas de transport occasionnel et sur une courte distance" et est rédigée comme suit :

"En dérogation à l'article 35.1.1, deuxième alinéa, il est autorisé, dans des cas occasionnels et sur une courte distance, dans des véhicules destinés au transport de personnes comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum et dans des véhicules affectés au transport de marchandises ayant une masse maximale de 3,5 tonnes où aucun dispositif de retenue pour enfants n'est disponible ou pas en nombre suffisant, de transporter, aux autres places assises que les places assises à l'avant du véhicule, des enfants de 3 ans ou plus et dont la taille est inférieure à 135 cm, s'ils utilisent la ceinture de sécurité. Ceci n'est pas valable pour les enfants dont un parent conduit le véhicule."

Ce texte entend transposer l'article 6, 5^e tiret, de la directive 91/671/CEE précitée. Il apparaît toutefois à la lecture de cette dernière disposition que sont visées des dérogations admissibles en cas de "transport occasionnel de courte distance".

La terminologie utilisée dans l'arrêté en projet ne correspond pas à celle utilisée par la directive à transposer, dans la mesure où l'arrêté utilise deux concepts pouvant être distincts là où la directive emploie un seul concept. Il convient de reproduire la terminologie de la directive 91/671/CEE précitée.

2. L'article 35.2.2 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité, dispose :

"35.2.2. La dérogation visée à l'article 35.2.1. 6^o doit être présentée à toute réquisition d'un agent qualifié."

L'article 1^{er} (devenant l'article 2), 6^o, du projet, vise à le remplacer dans sa version française par le texte suivant :

"35.2.2. La dérogation visée à l'article 35.2.1, 4^o, doit être présentée sur chaque requête effectuée par une personne compétente."

.../...

Selon le fonctionnaire délégué, l'expression "personne compétente" résulte d'une erreur de traduction. Il y a lieu d'écrire "agent qualifié" ⁽³⁾.

Article 3
(devenant l'article 4)

L'article 3 (devenant l'article 4), 1°, 2°, et 3°, du projet, tend à modifier l'article 44.1 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition ne permet cependant pas de déterminer si l'alinéa inséré par l'article 3 (devenant l'article 4), 2°, du projet ⁽⁴⁾, doit être inséré avant ou après l'alinéa 4, actuel, de l'article 44.1.

Article 4
(devenant l'article 5)

Dans la phrase liminaire de l'article 4 (devenant l'article 5) du projet, il convient d'écrire que l'article 85.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 est remplacé, et non "inséré comme suit".

L'article 85.3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité ne semble, en effet, pas avoir été formellement abrogé ⁽⁵⁾.

⁽³⁾ Pour cette notion, voir l'article 3 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité.

⁽⁴⁾ Alinéa nouveau qui vise à transposer l'article 2, 2, b), de la directive 91/671/CEE précitée.

⁽⁵⁾ Dans ce cas, il aurait d'ailleurs fallu utiliser le terme "rétabli", plutôt qu'"inséré".

Article 5
(devenant l'article 6)

L'article 5 (devenant l'article 6) du projet dispose :

"Art.5. Cet arrêté entre en vigueur le 9 mai 2006."

Eu égard au bref délai séparant la date de la saisine de la section de législation du 9 mai 2006, l'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait qu'il ne se conçoit pas que les modifications en projet de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 reçoivent un effet rétroactif. Cette date sera, le cas échéant, reportée.

Il est préférable, en tout hypothèse, d'écrire dans la version française :

"Le présent arrêté entre [...]".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.192/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 april 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg", heeft op 2 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit te wijzigen van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, om te voorzien in de omzetting van richtlijn 2003/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 april 2003 tot wijziging van richtlijn 91/671/EEG inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lid-Staten betreffende het verplichte gebruik van veiligheidsgordels in voertuigen van minder dan 3,5 ton⁽¹⁾.

Hierdoor geeft het ontwerp onder meer uitvoering aan bepaalde mogelijkheden om vrijstelling te verlenen van de verplichting om de veiligheidsgordels en kinderbeveiligingssystemen te gebruiken, voorgeschreven bij de artikelen 6 en *6bis* van richtlijn 91/671/EEG van de Raad, respectievelijk vervangen en ingevoegd bij artikel 1, 5) en 6), van richtlijn 2003/20/EG. Die artikelen 6 en *6bis* bepalen dat de vrijstellingen waarin zij voorzien, kunnen worden toegestaan "na instemming van de Commissie".

⁽¹⁾ Artikel 1, 1°, van richtlijn 2003/20/EG vervangt het opschrift van richtlijn 91/671/EEG door de volgende tekst :
"Richtlijn van de Raad van 16 december 1991 betreffende het verplichte gebruik van veiligheidsgordels en kinderbeveiligingssystemen in voertuigen".

Het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier bevat een afschrift van een brief d.d. 19 januari 2006 met het door de Permanente Vertegenwoordiger van België bij de Europese Unie aan de secretaris-generaal van de Europese Commissie gerichte verzoek om instemming. Het bevat evenwel niet het antwoord van de Commissie op dat verzoek om instemming.

De steller van het ontwerp moet worden gewezen op de omstandigheid dat dit ontwerp niet kan worden goedgekeurd alvorens deze instemming is verkregen, alsmede op de verplichting om opnieuw het advies in te winnen van de afdeling wetgeving van de Raad van State indien het antwoord van de Commissie ertoe zou leiden dat het ontwerp wordt gewijzigd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Richtlijn 91/671/EEG, zoals ze is gewijzigd bij richtlijn 2003/20/EG, en waarvan het ontwerp de omzetting beoogt, levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp.

Het eerste lid van de aanhef moet dus vervallen.

Overeenkomstig het gebruik moet de verwijzing naar de omzetting van deze richtlijn⁽²⁾ worden opgenomen in een nieuw artikel 1, ingevoegd in het dispositief van het ontwerp.

⁽²⁾ Een zodanige verwijzing wordt zowel opgelegd bij artikel 8, lid 2, van voormelde richtlijn 91/671/EEG, als bij artikel 2, tweede alinea, van voormelde richtlijn 2003/20/EG.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Er dient meer bepaald, bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp, te worden verwezen naar de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid naar artikel 1, eerste lid.

Derde lid (dat het tweede lid wordt)

In het derde lid van de aanhef dienen allen de nog geldende wijzigingen van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 te worden vermeld.

Vierde lid (dat het derde lid wordt)

In het vierde lid van de aanhef dient niet te worden verwezen naar het advies, doch naar de "instemming" van de Europese Commissie.

In dat opzicht wordt verwezen naar de hierboven geformuleerde algemene opmerking.

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar zal de tekst, na het advies van de Raad van State, worden voorgelegd aan de gewestregeringen opdat zij volkomen betrokken worden bij het opstellen van het ontwerpbesluit.

Dispositief

Artikel 1 (nieuw)

Er wordt verwezen naar de in verband met het eerste lid van de aanhef gemaakte opmerking.

.../...

Artikel 1

(dat artikel 2 wordt)

1. Het ontworpen artikel 35.1.2, tweede lid, voorziet in een afwijking van de verplichting om "kinderen die jonger zijn dan 18 jaar en kleiner dan 135 cm" te vervoeren "in een voor hen geschikt kinderbeveiligingssysteem". Deze afwijking doelt op "incidentele gevallen en over korte afstand" en luidt als volgt :

"In afwijking van artikel 35.1.1., tweede lid, mogen in incidentele gevallen en over korte afstand, in voertuigen bestemd voor het vervoer van personen met ten hoogste acht zitplaatsen die van de bestuurder niet meegerekend en in voertuigen bestemd voor het vervoer van goederen met een maximale massa van ten hoogste 3,5 ton waarin geen of een onvoldoend aantal kinderbeveiligingssystemen beschikbaar is, op de andere zitplaatsen dan de zitplaatsen voorin in het voertuig, kinderen die 3 jaar of ouder zijn en kleiner zijn dan 135 cm worden vervoerd, indien zij de veiligheidsgordel gebruiken. Dit geldt niet met betrekking tot kinderen waarvan een ouder het voertuig bestuurt."

Deze tekst beoogt artikel 6, vijfde streepje, van de voormelde richtlijn 91/671/EEG om te zetten. Bij het lezen van de laatstgenoemde bepaling wordt het evenwel duidelijk dat bedoeld wordt op afwijkingen die aanvaardbaar zijn "wanneer het gaat om incidenteel vervoer over korte afstand".

De in het ontwerpbesluit gebruikte terminologie stemt niet overeen met die welke wordt gebruikt in de om te zetten richtlijn, in zoverre in het besluit twee begrippen worden gehanteerd die verschillend kunnen zijn en in de richtlijn slechts één begrip. De terminologie van de voormelde richtlijn 91/671/EEG dient te worden overgenomen.

2. Artikel 35.2.2 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 bepaalt :

"35.2.2. De vrijstelling bedoeld in artikel 35.2.1., 6° moet vertoond worden op elk door een bevoegd persoon gedaan verzoek."

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt), 6°, van het ontwerp strekt onder meer ertoe de Franse versie van die tekst te vervangen door de volgende tekst :

"35.2.2. La dérogation visée à l'article 35.2.1, 4°, doit être présentée sur chaque requête effectuée par une personne compétente."

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de uitdrukking "personne compétente" het gevolg van een vertaalfout. Men schrijve "agent qualifié"⁽³⁾.

Artikel 3

(dat artikel 4 wordt)

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt), 1°, 2° en 3°, van het ontwerp, strekt ertoe artikel 44.1 te wijzigen van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975.

Zoals deze bepaling is gesteld, kan evenwel niet worden uitgemaakt of het bij artikel 3 (dat artikel 4 wordt), 2°, van het ontwerp⁽⁴⁾ ingevoegde lid, vóór of na het huidige vierde lid van artikel 44.1 moet worden ingevoegd.

Artikel 4

(dat artikel 5 wordt)

In de inleidende zin van artikel 4 (dat artikel 5 wordt) van het ontwerp, schrijve men dat artikel 85.3 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 vervangen wordt en niet "ingevoegd".

Het laat zich immers aanzien dat artikel 85.3 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 niet formeel is opgeheven⁽⁵⁾.

⁽³⁾ Zie voor dat begrip artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975.

⁽⁴⁾ Nieuw lid dat ertoe strekt artikel 2, 2, b), van voormelde richtlijn 91/671/EEG om te zetten.

⁽⁵⁾ In dat geval zou trouwens de term "hersteld" moeten worden gebruikt in plaats van "ingevoegd".

Artikel 5
(dat artikel 6 wordt)

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt) van het ontwerp, bepaalt :

"Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 9 mei 2006."

Gelet op de korte tijdsperiode tussen de datum waarop om het advies van de afdeling wetgeving is verzocht en 9 mei 2006, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat het ondenkbaar is dat de ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 1 december 1975 terugwerking krijgen. Deze datum moet in voorkomend geval worden uitgesteld.

Het is hoe dan ook verkieslijk in de Franse versie het volgende te schrijven :

"Le présent arrêté entre [...]".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN